Gérard MOREAU

Dictature de la croissance

Extrait de la publication
GINKGO éditeur

Extrait de la publication

Dictature de la croissance

Extrait de la publication

GÉRARD MOREAU

DICTATURE DE LA CROISSANCE

Essai sur le passage de la société de masse à la société de responsabilité

GINKGOéditeur

Extrait de la publication

© Ginkgo éditeur 2005
14-18, rue Kléber 93100 Montreuil
Tél. 01 48 51 07 48
ginkgoediteur@noos.fr

Avant-propos

Dix années se sont écoulées depuis la première édition de *Dictature de la Croissance*. Les faits et les grandes tendances présentés se sont largement confirmés : course à la production, à laquelle l'Asie participe désormais pleinement, exploitation vorace des ressources non renouvelables, détérioration de la diversité biologique, dégradation des conditions de vie (air, eau, température, qualité des aliments), explosion démographique et détérioration des relations entre les hommes : écarts grandissants entre riches et pauvres, conflits permanents, concurrence, guerre de tous contre tous. Voilà pour le versant le plus sombre.

Côté « soleil », l'écologie, longtemps cheval de bataille de quelques hirsutes rêveurs, a gagné la reconnaissance publique. Elle porte désormais costume et cravate. Réunions internationales, protocole de Kyoto, Agenda 21. Le processus d'effet de serre combattu, l'épuisement des réserves minérales pris en compte, les limites du stock d'eau douce reconnues, les menaces sur la santé humaines établies. Enfin. Toute cette énergie dépensée à vouloir convaincre, ce n'était pas en vain. Réjouissons-nous ! Les exigences écologiques se sont presque banalisées.

Pour autant, les pratiques ont-elles réellement changé ? À peine, car, très vite, de nouvelles espèces

Extrait de la publication

ont vu le jour, qui, tels des virus prompts à s'adapter aux situations défavorables, résistent à ce nouvel environnement.

« *Ils trouveront bien quelque chose !* » Première espèce, très répandue et très vivace, qui plonge la tête dans le sable du quotidien et ne voit aucun danger, l'autruche. L'animal se reconnaît facilement à ce comportement typique. Pour elle tout va bien, la menace n'existe pas. « À quoi bon parler de réchauffement de la planète ou de surpopulation ? Les solutions sont sur le point d'être trouvées. » La foi de l'autruche dans la toute-puissance de la science la rassure définitivement. Son milieu de prédilection ? Elle s'acclimate un peu partout. Plutôt entêtée, nul ne sait vraiment comment s'y prendre pour lui ouvrir les yeux, sauf à lui voler dans les plumes.

Voici maintenant une autre espèce, qui prolifère principalement parmi les décideurs, le caméléon. Comme le petit animal du même nom, l'individu s'approche du feuillage et prend aussitôt la couleur de l'écologie sans rien modifier à son anatomie ni à ses comportements quotidiens. Pour ce faire, il dispose d'une palette complète de discours et de justifications qui colorent en vert les pratiques les plus ravageuses. Développement durable, autocentré, participatif, authentique, local, endogène, humain, social, éthique… Gardez le développement, enfilez-lui un costume vert et le tour est joué. L'observateur qui souhaite débusquer l'animal négligera donc les apparences et le vert criard de l'enveloppe pour concentrer son attention sur le mode de vie de l'individu. Alors, il constatera aisément combien son agitation productive et consumériste persiste. Malgré le bel habit

Extrait de la publication

vert, l'animal n'a de cesse de développer la croissance, la consommation et les emplois. Pourvu que ça développe, surtout ne rien arrêter, tel est le propre du caméléon.

L'animal prolifère. Il faut lui reconnaître une capacité d'invention peu commune, avec ses innombrables trouvailles et contorsions pour réconcilier les inconciliables. Il colle l'adjectif « durable » à tout ce qu'il touche, jusqu'aux usines de fabrication de camions et aux bretelles d'autoroutes qui deviennent « durables » sous ses coups de langue verte. Agriculture raisonnée, normes iso, protocoles divers et variés. Cherchez à lui faire quitter son cher développement, il se contorsionnera en tous sens, mais vous ne parviendrez pas à lui faire lâcher prise. Devenu vert de la tête au bout de la queue, le caméléon « développe », spontanément, tant ce comportement est inscrit dans ses gènes. En créant ses écoles et ses diplômes de développement, la famille caméléon a prouvé qu'elle a su s'adapter au nouvel environnement, afin que sa progéniture perpétue ses acquis !

Inutile de souligner combien les médias propagent l'influence caméléone. Sur une chaîne de télévision, la campagne d'économie d'énergie rappelle les consignes : éteindre la lumière dans les pièces inoccupées, utiliser les transports en commun pour les courts trajets, ne pas laisser téléviseur et magnétoscope en veille, prendre des douches plutôt que des bains. Avec une belle conclusion sur l'urgence de la responsabilité et de l'action. Puis, sans transition, voici le journal télévisé qui annonce comme une grande victoire la vente par la France de vingt Airbus à la Chine. Un magnifique contrat propice à la croissance et à l'emploi.

Extrait de la publication

En résumé, réduisez un peu votre frénésie de consommation, pour les soins de l'épiderme vert, et, pendant ce temps, afin de vous procurer un travail stable et des revenus suffisants, nous nous chargeons de la croissance.

Juste un mot sur une sous-espèce bien en vue, le caméléon tapageur. Comme il peine à modifier complètement sa couleur, la moindre petite tache verte sur la peau excite l'animal qui mène grand tapage à coup de campagnes de communication. La tache passe au vert fluo, se met en lumière, et le caméléon tapageur déverse des tonnes de brochures durables pour mieux habiller sa frénésie de croissance.

Venons-en au calamar. Puisqu'il prétend soutenir croissance, création d'emplois et augmentation du pouvoir d'achat, tout en promettant l'amélioration de la qualité de l'air, la beauté des jardins publics, et la défense de la planète, le calamar a élaboré cette faculté de propulser de volumineux nuages d'encre noire pour masquer son tour de passe-passe. Un seul exemple, de cette espèce remarquable, le calamar de Rio :

« 8.29 *Dans un contexte économique international et national favorable, et lorsque existe le cadre juridique et réglementaire nécessaire, les approches économiques et les mécanismes de marché peuvent, dans de nombreux cas, permettre de mieux traiter les questions d'environnement et de développement…* » Agenda 21, Rio 1992.

Si cette phrase a un sens, elle signifie que le marché est le mieux à même de faire face aux problèmes de l'environnement. Formidable, c'est précisément ses mécanismes qui provoquent les catastrophes que nous connaissons ! Quelle espèce dispose de poches d'encre aussi efficace pour entretenir la confusion ?

Extrait de la publication

Comment s'y prendre pour se débarrasser de ces espèces véritablement nuisibles ? Le plus sage sera de s'en remettre aux bons vieux conseils des jardiniers : mieux vaut se protéger d'espèces dangereuses plutôt que chercher à tout prix à les détruire. Face aux caméléons, autruches et calamars, il s'agira donc de faire preuve de grande vigilance afin de ne pas tomber dans leurs pièges.

Pour terminer la visite, famille vautour, genre rapace. Animé d'une voracité de jeune loup, l'animal réussit à trouver dans les exigences écologiques un encouragement à la croissance. Votre eau regorge de molécules qui n'ont rien à y faire ? nous allons vous fournir le filtre indispensable. Les voitures polluent ? équipons-les de pots catalytiques. L'eau douce manque ? dessalons l'eau de mer. L'atmosphère contient trop de CO_2 ? cultivons du plancton sur les immenses surfaces des océans pour le résorber. Il faut passer à l'éolienne ? allons-y, nous pouvons en produire des centaines de millions. Quel formidable marché que l'écologie ! Vous trouverez même des vautours optimistes qui considèrent que ce marché va pouvoir relancer une croissance un peu fatiguée ! Bref, le rapace prétend trouver dans la croissance la solution à la crise écologique.

Il faut dire que la nourriture vient parfois à manquer à cette famille particulièrement affamée. Un exemple. En France, ces dernières années, de véritables campagnes ont enfin été réalisées pour réduire un peu la barbarie routière. Et les chiffres du carnage ont commencé à baisser. Oui, mais cette hécatombe représentait un fort stimulant de la croissance et la baisse du nombre des accidents s'accompagne d'une réduction de l'activité économique, grave inconvénient.

Extrait de la publication

« *Nous disons évidemment bravo pour l'amélioration de la sécurité routière. Mais quand le nombre d'accidents chute de 30 %, cela engendre une baisse de 20 à 25 % de l'activité des ateliers de collision. C'est dans cet esprit que nous allons proposer au ministre d'aller encore plus loin en matière de sécurité routière. Au-delà du contrôle technique déjà en place, il faudrait instaurer des contrôles de sécurité effectués chez les professionnels après tout accident.* [1] »

Vite, il faut compenser cette « perte d'activité ». Nos emplois, nos investissements, nos infrastructures ! Attention, les charognards ne sont pas tous de gros capitalistes. Avec la religion du travail qui s'est répandue partout, un peu de sang de rapace coule dans les veines de chacun d'entre nous.

Coriace, l'animal, il faut se battre bec et ongles contre lui pour démontrer qu'il bluffe, que la croissance productive engendre nécessairement destruction du vivant et de la qualité des relations entre les humains. Juste un exemple. Pour produire en France la quantité de carburant d'origine végétale équivalente au pétrole consommé, la surface du pays ne suffirait pas, même en cessant toutes les autres productions agricoles. Nullement déstabilisé par l'argument, le vautour dispose d'une riposte déjà largement pratiquée : « Nous allons chercher le pétrole ailleurs, pourquoi ne pas en faire autant avec le "pétrole vert" et le faire cultiver sur un autre continent. » Le rapace a beau voler en altitude, son champ visuel reste étroitement limité à ses appétits. L'intérêt général n'est pas son fort, ni celui de l'humanité dans son ensemble.

1. Roland Gardin, président du Conseil national des professions de l'automobile. *Les Échos*, 23.06.04.

* * *

Par bonheur, quantité d'espèces moins tapageuses font vivre une véritable forêt d'initiatives, à la recherche d'autres manières de produire et de vivre en société. De petite taille et de grande importance historique, cette lignée sans hypocrisie ni bluff mérite d'être traitée avec moins de désinvolture que les espèces précédentes.

Dans cette forêt d'initiatives, les acteurs préfèrent consacrer leur énergie aux réalisations concrètes plutôt qu'au tapage et à la « communication » : seule une curiosité aiguë permet de se tenir informé des pousses et bourgeons, des actions proches et lointaines. La revue *Silence*[2] rend compte de ce foisonnement des initiatives, sans séparer la réflexion de l'action ; elle publie régulièrement des annuaires par région française. Les actions présentées ne se situent pas toutes sur les chemins qui s'éloignent de la croissance, mais ce travail rend compte des dynamiques effectives, des recherches, des tâtonnements.

Il n'est pas question ici de présenter un inventaire, mais seulement de souligner la diversité des démarches, dans les domaines les plus divers, parfois depuis longtemps. Telles les écoles alternatives, plus soucieuses de former à la responsabilité et à la qualité de la relation qu'à la frénésie productive par la course aux examens.

Pour partir de ce que peuvent réaliser de petits groupes, commençons par le SEL, Système d'échanges local. Quelques personnes s'associent pour échanger des produits ou des services sans passer par la monnaie

2. *Silence*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex, tél. 04 78 39 55 33.

Extrait de la publication

officielle. Elles utilisent une autre unité de base, qui dépasse le troc, mais ne constitue pas une monnaie au sens plein du terme. Certains SEL pratiquent la règle « une heure vaut une heure », ce qui permet de se dégager des hiérarchies de revenu établies sur la division du travail – l'heure de l'ouvrier boulanger vaut celle du professeur. Grâce à une démarche collective et humanisée, le SEL permet à qui le souhaite de s'impliquer dans la réflexion sur les échanges et dans leur organisation[3].

Les opérations « éthique sur l'étiquette[4] » se situent d'emblée à l'échelle planétaire. En tant qu'acheteur, vous pouvez faire pression sur un fournisseur afin qu'il modifie les pratiques insupportables, comme l'exploitation des enfants ou la destruction de la forêt primaire. L'impact de certaines campagnes dépasse très largement le stade expérimental et démontre par la pratique que le consommateur peut peser de manière décisive.

Encore un exemple dans le domaine de la consommation. Pour éviter d'exploiter honteusement des producteurs à l'autre bout du monde, l'idée consiste à mettre en place des circuits de distribution qui leur garantissent un « juste prix », ainsi que des acomptes à la commande et une continuité des achats. C'est le commerce équitable[5], une rupture majeure après cinq siècles de pillage planétaire initié par l'Europe. Une idée formidable. Dans son sens historique, le mot français *commerce* désigne la relation, l'échange au sens large. Les personnages de Molière parlent de *commerce amoureux.* Quant à l'équité, c'est un concept qui évite

3. Un site pour en apprendre beaucoup sur les SEL : www.selidaire.org
4. www.ethique-sur-etiquette.org
5. www.commercequitable.org.
Et Azimuts, site : www.transparent-trade.org

Extrait de la publication

le piège de la stricte égalité. Comment un échange pourrait-il être parfaitement égal ? Et, surtout, l'idée d'équité préserve l'autonomie de chacun, la diversité des choix et des comportements.

Cela posé, le chemin est long entre le mot et la chose. Le commerce équitable peut représenter une utopie majeure, il ouvre la perspective de nouvelles relations sociales, à condition d'être pratiqué partout, avec le boulanger, l'architecte ou le producteur d'oranges. Hélas ! ce qu'il est convenu de désigner sous l'expression « commerce équitable » se limite généralement à certaines productions agricoles venues du Sud, les circuits mis en place restant presque intégralement sous le contrôle d'acteurs du Nord. Nous défendrons donc avec acharnement le commerce équitable, celui d'aujourd'hui étant considéré comme point de départ et non comme point d'arrivée.

D'autre part, la définition d'un « juste prix », garanti par les circuits de commerce équitable, escamote l'aspiration à l'équité, qui voudrait que le revenu du producteur se situe approximativement au niveau de celui du consommateur. Aucun ne cherchant à s'enrichir sur le dos de l'autre. En effet, un achat effectué dans un pays comme la France se situe dans le cadre de prélèvements obligatoires à plus de 50 %. Autrement dit, tout prix d'achat inclut une bonne moitié de dépenses qui ne correspondent pas au prix de revient du produit acheté mais au financement d'écoles, de routes, de musées, de sous-marins et d'hôpitaux. Pour que nos achats dits équitables le soient vraiment, il faudrait non seulement verser le « juste prix », mais couvrir aussi l'ensemble de ces dépenses.

Peut-être les jeux de la traduction sont-ils au cœur de ce malentendu (de cette tromperie ?). En langue anglaise, l'expression pour commerce équitable est *fair*

trade, comme dans *fair play* (loyal, régulier). Il reste donc du chemin à parcourir pour passer de l'échange loyal au commerce équitable.

Quittons notre tenue de consommateur pour endosser celle de producteur, cela nous permet de remonter dans l'histoire : « Dans les années 1870 [aux USA] les organisations syndicales commencèrent à placer un label sur les produits fabriqués par les ouvriers syndiqués et ils encouragèrent leurs collègues ouvriers […] à exprimer leur solidarité à travers l'achat de ces biens[6]. »

Sans doute, la plupart des organismes syndicaux européens ont oublié les fonctions élémentaires de l'organisation ouvrière : unifier ses forces quand règne la concurrence qui détériore les conditions de travail et de salaire. Les exemples de syndicats du Nord organisant énergiquement des relations avec des producteurs du Sud pour faire pression ensemble sur les employeurs et les consommateurs sont si rares… que je n'en ai pas trouvé (il y en aurait aux États-Unis…). Quoi qu'il en soit, pourquoi ne pas reproduire ce qui s'est passé à la fin du XIXe siècle et au début du XXe ?

Si les grandes associations de producteurs ont perdu leur fonction première, les coopératives et l'artisanat donnent l'exemple d'initiatives en tout genre : produire des petites séries, encourager le temps partiel volontaire, entretenir des relations personnalisées producteur-consommateur par la vente directe, renforcer les contraintes du cahier des charges de la production biologique, s'organi-

6. « Marché et Politique », p. 23, Collectif, *Sciences de la Société*, n° 62, Toulouse, 2004.

Extrait de la publication

ser pour que les relations humaines dans le travail ne soient pas détériorées par la course à la productivité[7]…

Ne résistons pas au plaisir de citer un exemple qui allie jouissance et baisse de production. En France, un secteur fait largement exception à la grande logique productiviste : la viticulture. Peu à peu, le « toujours plus pour moins cher » a cédé là place au « moins, mais mieux ». En quarante années, les quantités produites ont été très largement réduites, la qualité moyenne a beaucoup progressé[8].

Ce qui s'est produit pour le vin pourrait s'appliquer à bien d'autres domaines : le retour à une productivité plus faible pour améliorer la qualité. Les coûts de production remontent, mais les consommateurs exigeants appliquent pour eux-mêmes le principe « moins, mais mieux » et acceptent sans réticence de voir remonter les prix.

La transformation qui s'est effectuée en France dans le domaine de la viticulture ne résulte pas principalement d'une réglementation autoritaire. L'évolution du goût des consommateurs, alliée à la volonté de nombreux producteurs d'améliorer leurs compétences, a modifié les habitudes. C'est un bel exemple d'exercice de la responsabilité. Producteurs et consommateurs se font la courte échelle pour gagner en qualité.

Certes, la concurrence d'une production planétaire standardisée menace. L'avenir nous dira si la responsabilité de producteurs et de consommateurs

7. Réseau REPAS, www.reseaurepas.free.fr.
8. En 1980, la consommation de vin en AOC et VDQS représentait 34 % de la consommation totale. Elle en représentait 54 % en 2003. En 1980, 41 % des consommateurs buvaient du vin chaque jour. En 1995, ils n'étaient plus que 22,8 %.

Extrait de la publication

exigeants parviendra à s'imposer face aux logiques du marché standardisé.

Ces quelques exemples ne donnent qu'une faible idée du terreau d'initiatives, assez riche pour avoir permis le surgissement d'un véritable courant : la décroissance.

* * *

Débarrassé des compromis et des demi-mesures, le courant « décroissance » pose comme objectif explicite d'extraire le mal à la racine. Rencontres, publications et actions commencent à se cristalliser autour de ce mot d'ordre : « Vive la décroissance. » Ni homogène, ni même précisément défini, le courant « décroissance » marque une avancée superbe.

Une fois établi que le principe de croissance fonctionne comme génome des sociétés dites développées, il ne sera pas possible de modifier quoi que ce soit en profondeur sans toucher à ce principe. Dans le paysage de confusion et d'hypocrisie où nous évoluons, l'expression même de « décroissance » a l'avantage de la clarté, de ne pas tergiverser. Oui, c'est bien de décroissance qu'il faut parler, puisque la croissance tire les leviers de la machine de destruction. Sans nous protéger totalement contre les formes d'hypocrisie qui ne manqueront pas de se manifester, le terme de décroissance a le mérite de revendiquer une rupture indispensable. Et nous allons le discuter afin de le préciser, non pour l'abandonner.

En effet, si le mot « décroissance » permet d'exprimer nettement cette rupture, il ne dit rien sur les contenus, peut-être même suggère-t-il qu'il suffit de prendre le contre-pied pur et simple de la thèse adverse pour se débarrasser d'une difficulté majeure.

La statistique déverse toutes les activités humaines qui font l'objet d'une transaction monétaire dans le grand sac du « produit intérieur brut ». Si, pour le discours dominant, il faut impérativement faire croître le PIB, il ne s'agit pas pour nous de le faire baisser à tout prix. C'est la méthode de l'amalgame, le fourre-tout PIB, qui doit être abandonnée, afin d'introduire la distinction entre les productions.

Alors, pourquoi s'acharner à garder le terme de décroissance puisqu'il ne s'agit pas de faire baisser le PIB, mais d'en abandonner la méthode ? Parce qu'il exprime clairement le nécessaire abandon du principe de croissance, qu'il exprime la volonté d'en finir avec une dictature, qu'il rompt avec la prétention de concilier développement, défense de la biosphère et qualité des relations humaines. Il faut d'abord en accepter le principe avant d'en discuter les modalités.

Il s'agit donc d'abjurer l'acte de foi qui veut que toute production soit appelée à croître, autrement dit introduire les questions : quelle production faudrait-il développer et quelle production faudrait-il réduire ? Il est des productions qui non seulement devraient décroître, mais totalement disparaître : les sous-marins nucléaires, par exemple. Et d'autres qu'il serait largement souhaitable de développer, les fours solaires dans les pays chauds pour consommer moins de bois, les pompes pour accéder aisément à une eau saine, les moyens contraceptifs un peu partout. Plus facile à dire qu'à réaliser.

Le système fiscal de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), principale ressource des États et de l'Union européenne, est lié à la croissance : plus la croissance grimpe, plus les recettes fiscales progressent. Ce qui explique l'acharnement des politiques à psalmodier les hymnes à la croissance ! Renoncer à la croissance

Extrait de la publication

La chasse, la guerre, le sport, l'argent…
Quel est votre jeu préféré ? 103
Le travail-emploi
pour canaliser les potentiels humains 105
Le droit à la paresse et l'art d'être pauvre 110
Se défaire des pratiques totalitaires 112
Le taux de croissance aux poubelles de l'histoire 113
Guetter les mouvements de l'histoire 115

De la société de masse
à la société de responsabilité 119
Volontés paralysées 121
L'information au service de la passivité 124
L'anesthésiant de la formation 128
Tissus et totalitarisme 131
Terreur, consentement et responsabilité 134
Inflation du droit et bureaucratie 139
Un stade primitif de démocratie 142
Le contenu restreint du pouvoir 145
Classe politique et dogme de la croissance 147
De la démocratie de masse
à la démocratie de la responsabilité 152
Le besoin de responsabilité 153
De l'individu à la personne 156
La dictature de l'urgence 162
L'histoire attend 165

Extrait de la publication

ISBN : 978-2-84679-128-1

Extrait de la publication